

LA LIBERTÉ

Belgique :

Un an fr. 3-00
Six mois 1-50
Trois mois 0-75

ORGANE COMMUNISTE - ANARCHISTE

paraissant tous les samedis

Extérieur :

Un an fr. 6-00
Six mois 3-00
Trois mois 1-50

Tout est véritablement commun entre amis.
Proverbe grec.

Il faut comprendre, sans hésitation ni réticence morale, que tous les produits, l'ensemble de l'épargne et de l'outillage humain, sont dus au travail SOLIDAIRE de tous et n'ont qu'un seul propriétaire, l'humanité.
Kropotkine.

NI DIEU NI MAITRE

La substitution, dans les rapports humains, du libre contrat, perpétuellement révisable et résoluble, à la tutelle administrative et légale, à la discipline imposée, tel est notre idéal. (Déclaration des Anarchistes au procès de Lyon).

Assez de gouvernements! Place au peuple, à l'anarchie!
Kropotkine.

La plus grande partie des frais de l'établissement social est destinée à défendre le riche contre le pauvre.
Sismondi.
Qu'importe que je contribue à faire les lois, si elles m'enlèvent ma liberté!
H. Spencer.
Voter, c'est s'avilir.
E. Reclus.

ADMINISTRATION : Rue Rempart-des-Moines, 61, BRUXELLES

Avis importants.

Nous prévenons nos dépositaires que le numéro 3 du journal ne sera pas expédié à ceux qui n'auront pas soldé le compte des deux premiers numéros.

Nos lecteurs, qui ne trouveront pas le n° 3 dans leur localité, sont donc bien avertis que c'est par défaut de paiement que nous aurons cessé l'envoi.

On demande des vendeurs en province.

Écrire à l'administration de « La Liberté », rue Rempart-des-Moines, 61, Bruxelles.

L'UNION

Puisque l'union est à l'ordre du jour et préoccupe en ce moment toutes les classes de la société, parlons-en à notre tour.

L'Union fait la force, ces mots dirigent tous les actes de tous les patriotes belges, depuis le gâteux doctrinaire jusqu'au fougueux « tribun du peuple »; — et pour réaliser cette union si désirée, toutes les bassesses, toutes les palinodies, toutes les hontes s'accomplissent.

Mais contre qui, cette union? car enfin il faudra bien que cette force s'emploie contre quelqu'un, ou quelque chose!

Nous répondons : contre nous, travailleurs.

La bourgeoisie voit ses privilèges lui échapper : en haut, un gouvernement clérical essaie, pour gorger ses créatures, de rogner la part des libéraux; en bas, le peuple, le vrai peuple, se réveille de sa torpeur; il gronde, il n'est plus le doux mouton d'autrefois.

Il y a là pour la classe bourgeoise une source de tourment et une source d'ambition : le tourment de ce peuple auquel il faudra jeter un os pour l'apaiser; l'ambition, pour ce faire, de

renverser l'autocratie au pouvoir pour prendre sa place. De là, pour nos ennemis, la nécessité de s'unir.

×

Un homme, Ronvaux, semblait appelé à réunir sur son nom tous les bourgeois libéraux : Mais il y a, parmi eux, tant d'ambitions diverses à satisfaire! Et Ronvaux ne se prêtant qu'à satisfaire ses amis, il fallut chercher un autre homme.

Nos bourgeois ont l'imagination féconde!

« Si l'on pouvait — pensèrent-ils — unir à nos intérêts, faire travailler en notre faveur celui qui en mars dernier, nous a sauvé de la ruine, en endormant les ouvriers prêts à se révolter contre nous. Notre sauveur — Edouard Anseele — est l'homme du jour; s'il accepte l'union que nous lui proposons, il entraînera, à sa suite, dans nos filets, toute la masse des naïfs qui croit voir en lui un révolutionnaire : tous nos ouvriers, tous ceux qui ne veulent pas comprendre que cet homme-là est leur plus grand ennemi, puisqu'il défendait, il y a six mois, nos fortunes et notre vie; tous ceux-là, si nous faisons d'Anseele un député, seront encore une fois nos esclaves résignés. »

Voilà, dans toute sa splendeur, le raisonnement des membres de l'Association libérale de Bruxelles, proposant à l'orateur gantois une candidature.

« Mais, pensèrent à leur tour les ouvriers, notre ami Anseele verra le piège qu'on lui tend, il tient trop à sa dignité, à celle du parti ouvrier, pour démentir par un complot promis ces fières et dignes paroles de notre autre ami Volders : « Le parti ouvrier ne doit pas s'abaisser à une alliance avec les bourgeois »; Anseele ne peut accepter cette alliance sans mentir à son passé de révolutionnaire. »

Aussi, quelle désillusion pour ces ouvriers en apprenant que leur « ami »

Anseele avait accepté la candidature; que leur « ami » Van Cauberg appuyait cette candidature comme un gage d'union entre la bourgeoisie et les ouvriers; et que leur « ami » Volders, l'homme aux fières paroles, prêtait la main à ce honteux tripotage et l'approuvait.

×

Mais, malheureusement pour la bourgeoisie, il y a dans son sein des « hommes d'ordre » qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, et qui, ne comprenant pas le profit que leur classe retirerait d'une union avec le parti ouvrier, refusent d'accepter cette union.

La voilà donc mort-née; mais il n'en reste pas moins, pour le parti ouvrier, la honte d'avoir des chefs qui se manquent de parole à eux-mêmes, et l'humiliation de se voir entraîné à la suite de ces chefs parjures.

Oui, honte et humiliation, que cette union des esclaves avec leurs maîtres, des volés avec leurs voleurs, des misérables avec ceux qui vivent de leur misère.

Oui, honte et humiliation; car cette union détruit ce qui reste de plus beau chez l'homme enchaîné : la dignité, et le souci de cette dignité qui doit l'empêcher de pactiser avec ceux qui l'enchaînent.

Oui, honte et humiliation sur cette masse de pauvres qui croyait trouver dans la constitution d'un parti ouvrier, d'un parti de classe, un moyen de déclarer la guerre aux heureux : aux exploités, aux gouvernants; honte et humiliation surtout sur ces traîtres à la cause sociale, sur ces hommes que leur ambition et leur cupidité seules guident; qui n'ont d'autres buts, en se faisant adorer de la classe ouvrière, que d'exploiter la naïveté de ceux qu'ils entraînent, pour arriver, — arriver aux honneurs, aux grandeurs, au pouvoir enfin.

Quant à nous, nous ne compre-

nous qu'une seule Union possible, qu'une seule union consciente et digne, dont nous sommes les plus chauds partisans; — c'est l'union des déshérités contre les privilégiés, pour affirmer hautement leur droit à l'existence et conquérir par la force leur place au soleil!

L'Anarchie.

« Définissons les termes », disait Voltaire. C'est là le préambule nécessaire de toute discussion fructueuse. Entendons-nous donc sur ce mot « anarchie », souvent si mal compris, si mal interprété par des gens qui, tout en sachant très-bien ce qu'il signifie, — puisqu'on en pourrait citer qui se sont dits autrefois anarchistes — s'évertuent cependant, sans doute parce qu'ils tremblent pour le succès de leurs combinaisons interlopes, à lui prêter publiquement un sens erroné. Il semble qu'on veuille faire passer l'anarchie pour une espèce de dogme, pour une religion sociale d'un genre inédit, quand, au contraire, son principe essentiel et fondamental, diamétralement opposé aux formules pédantes de certains révolutionnaires en pantoufles, c'est précisément la négation des dogmes, la haine de l'autorité sous toutes ses formes, l'élimination de l'absolu.

C'est notre devoir de protester!

Ce que signifie le mot anarchie, ce n'est pas « désordre », ce n'est pas « désorganisation » : c'est, — conformément, au surplus, à l'étymologie, — « absence de gouvernement », « substitution, dans les relations politiques et économiques, du libre contrat à l'autorité. »

Nous n'avons pas besoin d'un gouvernement qui décrète et légifère, et nous soumette, de gré ou de force, aux volontés de ceux dans lesquels il s'incarne, pour nous associer, nous organiser, régler nos intérêts et garantir à chacun la liberté, la sécurité et la justice. Nous pouvons bien faire cela nous-mêmes. Disons mieux : avec un gouvernement, c'est-à-dire avec une force constituée en dehors et au-dessus de nous comme une menace permanente, nous ne le pouvons plus. Il y a fatalement alors antagonisme entre les gouvernants et les gouvernés, antagonisme qui, tôt ou tard, dégénère en un conflit, où, non moins fatalement, ce sont les gouvernés qui doivent avoir le dessous.

Nous ne voulons pas être gouvernés!

Et s'il s'agit de subir encore un gouvernement, s'il s'agit de recevoir de nouveaux maîtres, la République, même la République radicale, même la République collectiviste, n'a pas plus d'attraits pour nous que la royauté. Il suffit que ce soit un gouvernement pour que ce soit un joug, un autre mode d'exploitation... On sait ce que valent les tyrannies républicaines : depuis les républiques aristocratiques de l'antiquité qui faisaient le commerce de chair humaine, jusqu'aux trois républiques françaises, qui comptent à leur passif la triple boucherie de prairial, de juin et de mai, en passant par les républiques cléricales de l'Amérique du Sud, l'histoire nous en a appris long là-dessus. D'un autre côté, les socialistes-autoritaires, qui savent si cavalièrement

exclure les indisciplinés de leur parti (?) — hors de l'église, pas de salut! — ne nous ont pas habitués à tant de courtoisie ni de tolérance que nous puissions augurer mieux de l'avenir.

Peu nous importe qui nous imposera ses volontés. Ce ne sont pas celles des autres que nous voulons faire, ce sont les nôtres!

Toutes ces discussions sur le point de savoir qui régentera nos cerveaux et nos bras, qui nous fera la loi, qui fabriquera et mettra en œuvre les institutions orthopédiques auxquelles nous sommes, à ce qu'il paraît, condamnés sans appel, tout cela nous donne la chair de poule : Qui détiendra le pouvoir? qui distribuera souverainement les fonctions et les instruments de travail? Mais, nous-mêmes, parbleu! mais le peuple, mais tout le monde, qui a plus d'esprit que M. de Voltaire et même que M. Karl Marx!

Autrement, personne ne sera content, et n'aura raison de l'être. Car ce qui fait le vice de tous les gouvernements, c'est surtout l'insécurité du lendemain. Supposez que les gens qui gouvernent soient animés d'excellentes intentions, qu'ils professent nos théories et tendent au même but que nous. Supposez qu'ils soient de nos amis. Supposez enfin que toutes nos idées, toutes nos aspirations, toutes nos revendications aient été codifiées, traduites en décrets, en lois, en institutions....

Qui nous garantira que cela va durer ainsi?

Qui nous garantira que dans huit jours, dans un mois, dans un an, dès demain peut-être le gouvernement ne changera pas d'avis? L'enivrement du pouvoir en a fait bien d'autres..... Et comme le gouvernement dispose de la force, précisément parce qu'il est le gouvernement, nous restons comme l'oiseau sur la branche, toujours à la veille d'être opprimés, vexés, arrêtés, jugés, condamnés, embastillés, déportés, grugés, saignés, fusillés — en un mot, gouvernés!

Un socialiste-étatiste nous avait bien, il y a de cela quelques jours, que si son parti s'emparait du pouvoir, il ne nous laisserait nos armes, à nous autres qualifiés « dissidents », qu'à la condition d'avoir la certitude de notre adhésion et de notre soumission!..... Voyez-vous passer déjà le bout de l'oreille du despotisme! On a fait une révolution heureuse, à laquelle ont largement contribué les anarchistes. Puis, le lendemain, de peur que ceux-ci, dans leur inexorable logique ne veuillent « aller trop loin » et couper définitivement le câble entre le vieux monde et le monde nouveau, on leur ôte leurs armes, la seule sanction des droits reconquis! Et cependant il s'agit de socialistes, de révolutionnaires militants et éprouvés, avec lesquels on se prétend en communion, sinon de moyens, au moins de but et d'idées, — ce qui n'est pas absolument vrai, nous le prouverons! — et avec lesquels il ne peut y avoir à redouter de compétition, puisqu'ils demandent la destruction du pouvoir et l'universalisation de la richesse! *Zuze un peu* du sort réservé au commun des mortels, à la grande masse anonyme qui ne se laisse guider que d'après ses propres intérêts, ce en quoi elle n'a pas tort, intérêts qu'apparemment elle est le mieux placée pour connaître, apprécier et servir!

Faudra-t-il donc, dès le lendemain, re-

commencer une nouvelle révolution contre ceux qui portaient la veille le drapeau révolutionnaire, dans les plis duquel ils n'auront rien eu de plus pressé que de se tailler le manteau de pourpre du commandement! Merci! Autant commencer tout de suite : ce sera faire l'économie d'une convulsion douloureuse!

A bas l'État! A bas le gouvernementalisme! *Il n'en faut plus!*

Un tas de naïfs s'imaginent qu'on ne peut pas se passer de gouvernement. Soit! Raison de plus pour le leur dire et combattre ce préjugé néfaste.

Il fut également une époque où la religion passait également pour le lien social par excellence. On en est revenu. On reviendra de même du fétichisme gouvernemental, étatiste et centralisateur.

Lorsque les Vénitiens envoyèrent des ambassadeurs faire des excuses à Louis XIV, on raconte qu'un bourgeois de Paris faillit mourir de rire en apprenant que les Vénitiens étaient une nation qui vivaient en république, et que la République était un gouvernement sans roi. Il est possible que la conception anarchiste, grâce surtout au travail dissolvant de certains doctrinaires déguisés en socialistes révolutionnaires, obtienne encore le même succès d'hilarité.... Laissez faire les événements et passer l'expérience : il ne faudra pas longtemps, car le progrès marche autrement vite qu'au XVII^e siècle, pour que l'Anarchie soit aussi populaire que la République!

Nous y tiendrons la main! Révolution Sociale!
La Liberté, de Serrang.

Marseillaise

Premier couplet. — un mineur se fait

Allons! gueux, redressons l'échine, justice au
Et réveillons notre fierté!
L'Orient là-bas s'allume
Du soleil de la Liberté (bis).
Que nos clameurs partout s'entendent :
Sus aux tyrans! sus aux voleurs!
Ces palais faits de nos sueurs
Et de notre sang, qu'ils les rendent!

Refrain :

Fuyez! fuyez, tyrans! Place à la Liberté!
Marchons (bis) par l'anarchie à la Fraternité!

Deuxième couplet.

Allons! Et que la barbarie
Tombe enfin sous nos coups vengeurs!
Liberté! Liberté chérie,
Combats avec tes défenseurs! (bis)
Sous nos drapeaux que la victoire
Accoure à tes mâles accents!
Que les voleurs et les tyrans
Voient ton triomphe et notre gloire!

Refrain : Fuyez! etc.

Troisième couplet.

Au lieu d'esclaves que nous sommes,
Libres, égaux, frères, amis,
Les travailleurs seront des hommes
Sans dieu ni maître et sans soucis (bis).
Sous le règne de la Justice,
Tous auront place au grand banquet.
Et, content d'être ce qu'il est,
On verra l'Homme, heureux, sans vice.

Refrain : Fuyez! etc.

Variétés.

ENTRE MINEURS.

Dialogue sur le suffrage universel.

JOSEPH. — Eh bien! camarade, quel est

ton avis sur le résultat de notre grande et belle manifestation du 15 août ? Tu as eu le temps d'y réfléchir, j'espère, depuis 2 mois que nous ne nous sommes plus revus.

PIERRE. — Y réfléchir ! à quoi bon ? Je n'y étais pas ; son résultat m'importe peu.

J. — Comment ! tu n'y étais pas ? Mais, toute l'équipe y était ; pourquoi n'as-tu pas fait comme les autres ?

P. — Je n'en voyais pas l'utilité ; aucun intérêt ne m'y attirait.

J. — Aucun intérêt ! Et la revendication de nos droits ? Et l'obtention du suffrage universel ? Tu comptes ça pour rien ?

P. — Ma foi ! j'avoue n'y pas comprendre grand'chose, en effet. Peut-être suis-je trop bête ! Mais tu sais : ventre creux n'a pas d'oreilles ; or, nous l'avons souvent nous autres, le ventre creux, et je ne sais pas trop comment ton suffrage universel le pourrait remplir !

J. — Vraiment ! Eh bien, je vais te le démontrer clair comme le jour !

P. — Oh ! alors, je suis tout oreilles.

J. — Tu sais que dans notre pays, il y a deux classes bien distinctes : Les exploités et les exploités, les maîtres et les esclaves, les gouvernants et les gouvernés. Aux uns les privilèges, aux autres toutes les charges : nous autres, travailleurs, nous ne sommes rien. Nous ne jouissons d'aucun droit. Nous ne pouvons être ni électeurs, ni jurés, ni participer, en quoi que ce soit, à la direction ou à l'administration des affaires publiques !

« Tous les Belges sont égaux devant la loi. » Mais il paraît que les privilèges de la grande fa-

bles de somme. Nos Maîtres, nous les défendons et les protégeons, les précieuses personnes sont menacées est notre lot !

— Oui, je sais tout cela ; après ?

— Attends. Aussi longtemps que dures ces monstrueuses iniquités, notre condition restera la même ; pas de changement à prévoir. Nous serons éternellement les misérables, les souffre-douleur, nous continuerons à avoir, comme tu dis, le ventre creux. Il faut donc changer cet état de choses, supprimer ces odieux privilèges et établir l'égalité politique.

P. — Parfait ; seulement, ce n'est pas ça qui émancipera les estomacs, ni qui remplira le ventre. Supprimer les privilèges politiques, c'est bien. Mais supprimerez-vous aussi les privilèges économiques ? Les patrons, les capitalistes, les actionnaires des mines, tous les exploités, tous les parasites enfin, qui absorbent et dévorent les produits du travail ?

J. — Nous ne supprimons personne, nous voulons réformer, améliorer et non détruire. Augmenter le bien-être des uns, sans toucher en rien à celui des autres.

P. — Très-bien. Mais, comme tu le disais tantôt, la société se compose de deux catégories : l'une qui produit tout et qui n'a rien, l'autre qui ne produit rien et qui a tout ! Or, la somme de production étant acquise, comment augmenter le nécessaire de ceux-ci sans diminuer d'autant le superflu de ceux-là ? En d'autres termes : la récolte faite, les produits du travail emmagasinés, la table du banquet social servie, comment

y admettre de nouveaux convives sans diminuer la part des premiers occupants ?

J. — Il ne s'agit pas de nouveaux convives ni de parts. Dès que nous serons les maîtres, on fera une nouvelle constitution, de nouvelles lois, plus appropriées aux besoins des ouvriers, on augmentera les salaires et on diminuera la journée ! Comme tu vois, ça ne touche en rien aux droits acquis.

P. — Ah ! je croyais le contraire, moi. Mais du moment que tu le dis ! Et quand serons-nous les maîtres ?

J. — Quand nous aurons le suffrage universel.

P. — Ainsi, au moyen du suffrage universel, vous comptez faire tout un remaniement politique et économique de la société ! Mais c'est de la plaisanterie, de l'aberration, on ne rêve pas de pareilles insanités ! Les rapports économiques ne dépendent en aucune façon des lois et règlements politiques. La hausse et la baisse des salaires, pour ne citer qu'un exemple, ne sont soumises, de même que la fluctuation des marchés, qu'à cette loi fatale — qui est la pierre angulaire de l'édifice social actuel, — la loi de l'offre et la demande ! Et tous les suffrages n'y peuvent rien changer.

J. — Tu ne comprends pas. Avec le suffrage universel, nous changerons, d'abord, la forme politique, et après, quand nous aurons en mains le pouvoir, rien ne pourra nous empêcher de changer la forme économique, en réalisant de sérieuses et profondes réformes sociales !

P. — Ah ! Très bien. Et qui vous donnera le pouvoir ?

J. — Le suffrage universel !
P. — Naturellement ! Mais comment et par quel moyen vous le procurerez-vous ? Car tu n'es pas assez naïf pour t'imaginer que nos gouvernants vont bénévolement nous l'octroyer. Les gens du pouvoir, c'est comme les gens de religion ; ça prend toujours, mais ça ne donne jamais.

J. — Eh bien ! si on refuse de nous le donner, nous le prendrons !

P. — Bravo ! A merveille ! Ils vont bien dans le parti ouvrier.

A nous l'État ! Pacifiquement, disent les uns ; nous le prendrons, crient les autres ; nous ne sommes pas assez forts pour faire la révolution, exclame un troisième ; et tous de répéter en chœur : Nous ne voulons pas sortir des voies légales ! Voilà, certes, un concert dont l'unité de vue et la logique ne sont pas les qualités dominantes. Nous voulons, nous prendrons si on ne nous donne pas, — implique tout autre chose que la voie légale et sent furieusement sa voie révolutionnaire. Mais enfin, qu'on vous le donne ou que vous le preniez de vive force, où serait l'avantage qu'y gagnerait le travailleur ?

J. — Ceci est différent. Si nous avions le droit de vote, nous choisirions nos représentants parmi nos meilleurs amis, et il faudrait bien que ça marche autrement !

P. — Oui, vous parviendrez peut-être à faire passer 3 ou 4 de vos perroquets, qui une fois entrés dans la Chambre, s'y tiendront cois comme un rat dans un fromage, vous recommandant désormais le calme, la patience et la résignation. Car eux n'ont rien, le but serait atteint !

J. — Ce serait à voir. Mais au lieu de 3 ou 4 perroquets, comme il te plaît de les appeler, pourquoi n'aurions-nous pas la majorité, puisque nous sommes le grand nombre ?

P. — C'est une blague de vos journaux, ça. En réalité, si on réfléchit à l'ignorance d'une part, à l'influence bourgeoise d'autre part, ton grand nombre pourrait bien n'être que le très-petit.

J. — Peut-être. Mais, en tous cas, nous avons, nous aussi, nos moyens d'action, et les prolétaires sauront bien où se trouvent leurs amis.

P. Les plus éclairés, je ne dis pas, c'est-à-dire quelques milliers (encore que de jalousies, que de divisions, que de rivalités parmi eux). Mais la grande foule, cette multitude ignorante qui, en fin de compte, fait pencher la balance ? Espérer pouvoir lutter auprès d'elle contre les intrigues, les manœuvres et surtout l'or de la caste bourgeoise, il n'y faut pas songer.

J. — Pourquoi pas ? Aux intrigues, à la corruption capitaliste, nous opposerons la vérité, la justice ; nous démontrerons au travailleur que son intérêt est de marcher d'accord avec ses frères ; il nous comprendra.

P. — Oui, vous lui chanterez tout ça et bien d'autres choses encore. Mais tout votre baragouin — qui, j'en conviens, sied à merveille dans la bouche des frères prêcheurs du parti ouvrier — sera de l'hébreu pour lui, il n'y comprendra goutte. A preuve, vois ce qui se passe ailleurs.

Partout et toujours, où règne le suffrage universel, nous voyons se reproduire le même phénomène : le peuple, après chaque élection, reprend son bâton et redevient Gros-Jean comme devant. A quoi lui a servi son bulletin de vote ? A consacrer une fois de plus son abjection et sa servitude.

J. — Cependant, s'il le voulait, il est la force, il est le nombre...

P. — C'est vrai, il est le nombre et la force et de plus on lui corne tous les jours aux oreilles que son intérêt est de marcher avec ses frères. Malgré ça, vois les conséquences.

Aux États-Unis, les luttes de classes sont périodiques. Un sommeil léthargique envahit la Suisse. La France croupit dans un bourbier. Et en Allemagne l'état de siège règne en permanence ! Et là, comme chez les Français, les prisons regorgent de socialistes. Voilà les résultats. — Chez ces divers peuples, pas une loi n'a été faite, pas une réforme sérieuse n'a été tentée dans l'intérêt du producteur, que, par une amère ironie, on décore du titre de souverain !

Beau souverain, en vérité ! On l'appelle de temps à autre à l'exercice de sa « souveraineté », ça dure 48 heures, — juste le temps nécessaire pour rabibochoer ses chaînes et remettre à neuf l'attirail de son oppression ; — après quoi, les nouveaux élus — ses futurs serviteurs — lui ferment la porte au nez, le renvoient à son taudis, en lui disant : Au revoir, jusqu'à la fois prochaine !

Et cette mystification se renouvelle périodiquement, depuis de nombreuses années ! Et, malgré ses continuelles déceptions, le peuple reprend chaque fois son rôle dans cette odieuse comédie. Voilà ce que c'est que

votre « souveraineté populaire ». Et plus ça change, plus c'est la même chose !
Est-ce assez concluant ?

(A suivre).

La Trique Verviétoise.

Jusqu'à ce jour, nous avons seulement dirigé nos attaques contre les exploiters et leurs garde-chiourme. Mais à côté de ceux-ci il existe une autre catégorie d'individus vénimeux et dont l'ouvrier a encore plus à souffrir : Ce sont ceux dont la besogne consiste à s'informer de ce qui se dit et se passe pour aller le rapporter au patron et au contre-maître : les mouchards de fabrique. Ce sont ceux qui sont toujours prêts à ramper et à lécher les bottes des garde-chiourme pour avoir la préférence sur leurs compagnons de travail : les blank-panses.

Ces individus sont dans la fabrique ce que sont les mouchards dans la police civile.

Tout le monde sait ce dont ces individus sont capables et chacun de nous a plus ou moins à souffrir de leurs méfaits.

Aussi, l'épithète de « mouchard », et de « blank-panse » n'est-elle que trop justifiée à leur égard.

Telle est la raison qui nous ramène aujourd'hui dans le bague *Drèze*, à propos du mariage du régleur *Counotte*.

Nous ne reviendrons pas sur ce sire; nous avons déjà dit ce qu'il était dans *Ni Dieu ni Maître* : un être brutal, grossier et insolent; enfin, un vrai garde-chiourme dans son bague.

Le mouchard Simon et le blank-panse Winandy, pour compléter le rôle ignoble qu'ils jouent dans la fabrique, pour entrer de plus en plus dans la manche de *Counotte*, ont décidé, pour prouver une fois de plus leur asservissement, de lui offrir un cadeau de mariage.

A cet effet, ils ont dressé une liste sur laquelle il était stipulé qu'on ne pouvait souscrire moins de fr. 1-50, et ils l'ont présentée à tous les tisserands « mécanique ».

Protestations de ces derniers, vu le prix élevé de la souscription et surtout vu qu'ils détestent tous le garde-chiourme *Counotte*. Mais, connaissant les deux individus inventeurs de ce moyen de leur soutirer une part des quelques francs qu'ils gagnent par semaine, sachant que refuser de souscrire c'était s'exposer à être jetés sur le pavé, ils souscrivirent; mais, comme nous le disons plus haut, ce ne fut pas sans récriminations.

Un père de famille n'ayant souscrit que pour un franc, fut mis en demeure de mettre autant que les autres, faute de quoi on refuserait son argent.

Simon et Winandy, possesseurs de ce petit capital, allèrent choisir le cadeau. Ayant arrêté leur choix sur une garniture de cheminée dont le prix excédait leur avoir, ils revinrent à la charge et obligèrent les ouvriers à ajouter encore 50 centimes à leur première souscription, ce qui la portait à deux francs.

Voilà donc le garde-chiourme *Counotte* qui va avoir une belle garniture de cheminée payée avec l'argent de ceux qu'il maltraite tous les jours.

Deviendra-t-il plus humain pour cela ? Nous ne le croyons pas.

Dans tous les cas, nous reviendrons sur ce sujet dans quelques jours pour examiner si ce cadeau l'aura ramené à de meilleurs sentiments et de quelle façon il aura récompensé ses deux acolytes Simon et Winandy.

* * *

Rapports entre patron et ouvriers.

Nous dédions le fait suivant à ceux qui croient encore à la bonté et à la générosité de nos exploiters, ainsi qu'à ceux qui sont partisans de créer des conseils d'arbitrage pour établir l'entente entre patrons et ouvriers, — entente que nous, anarchistes, déclarons impossible, étant donné que l'intérêt des exploiters est diamétralement opposé à celui des travailleurs.

Et parviendrait-on à adoucir quelque peu cet antagonisme qui existe entre exploiters et exploités, entre voleurs et volés, que nous nous refuserions à y corroborer. Car nous estimons que le socialisme ne doit pas avoir pour but de ramener à de moins mauvais sentiments ceux qui s'enrichissent de nos sueurs, mais au contraire de travailler à leur suppression.

Voici le fait dans toute sa crudité :

Ces jours derniers quelques tisserands de la fabrique *Toussaint et Heuskin à Ensisval*, ayant du très-mauvais travail, en firent part à leur régleur et décidèrent de demander une augmentation. Le régleur, constatant la justesse de leur réclamation, les engagea à réclamer et leur promit même de les appuyer. En effet, le régleur en fit part au patron, M. Heuskin; celui-ci l'apostropha grossièrement en lui disant qu'il ne le payait pas pour rechercher l'intérêt de ses ouvriers, mais bien le sien; que ceux qui ne voulaient pas faire le travail à ce prix n'avaient qu'à partir.

Au même moment arrive un des tisserands pour réclamer également. Avant même qu'il eût ouvert la bouche, il l'empoigne par le collet et l'envoie rouler à quelques pas de lui en lui disant qu'il aille appeler ses compagnons, qu'il les flanquerait tous à la porte de la même façon.

Pareille brutalité ne nous étonne nullement. Les exploiters, voyant la bonté des ouvriers, en profitent. Seulement, ce qui nous étonne, c'est que cet ouvrier n'ait pas répondu par la même voie comme il l'aurait dû faire.

S'il lui avait appliqué sur le visage le respect de sa dignité, cela n'eût été que justice.

Travailleurs! nos maîtres ne sont que ce que nous les avons faits : Un peu de dignité et sachez nous faire respecter !

Les Anarchistes Verviétois
et Disonnais.

MOUVEMENT SOCIAL *

BELGIQUE

Houtkerke. — Depuis quelque temps des menaces par lettre sont faites aux fermiers d'Houtkerke et des communes environnantes, et la plupart de ces menaces sont suivies d'exécution.

Vers le milieu du mois de septembre dernier, le fermier Maréchal, à Houtkerke, recevait une de ces lettres; peu de jours après, malgré la plus active surveillance, sa ferme, ses granges et tout ce qu'elles contenaient devenaient la proie des flammes.

Les ruines fumaient encore, lorsque des menaces adressées au cultivateur-brasseur Carton, demeurant sur la place de Houtkerke, furent mises à exécution.

Le 5 octobre, les flammes détruisirent les bâtiments de la ferme de Staelen et toute la moisson : on avait prédit la catastrophe par lettre.

Maintenant, le cultivateur Carton est de nouveau menacé : une lettre annonce le prochain incendie de sa brasserie; cette exploitation est séparée des bâtiments déjà anéantis par les flammes.

On voit que les auteurs de ces actes énergiques de révolte agissent avec vigueur et sans laisser beaucoup de temps entre la menace et l'exécution.

Décidément, l'esprit de révolte se propage, et, de même que le respect de l'autorité, le respect de la propriété s'en va !

Evolution vers la Révolution! Qu'en dites-vous Messieurs les soi-disant évolutionnistes?

Jumet. — Voir correspondance.

Gand. — Dans la capitale de l'autoritarisme! — grève sans mot d'ordre des « grands chefs » et, qui plus est, révolte.

* La longeur de ces articles précédents nous force de réduire considérablement les renseignements relatifs au Mouvement social.

Les débardeurs du dock se sont mis en grève pour insuffisance de salaire. Quelques « faux-frères » ayant repris la besogne, les grévistes ont voulu les empêcher de les livrer ainsi à la merci de l'exploiteur.

La police est intervenue. D'où bagarre, etc.

En voilà des indisciplinés!

Le trône d'Anseele avait pourtant l'air si solidement établi!

Correspondance

Seraing.

Aux compagnons du vaillant organe
« La Liberté ».

C'est avec joie que nous apprenons l'apparition du journal communiste-anarchiste « La Liberté », qui exprime beaucoup mieux nos idées que ces journaux soi-disant socialistes qui nous ont leurrés jusque maintenant et qui ne cherchent qu'à nous endormir davantage; — car, nous, hommes de froide énergie et hommes de cœur, nous avons compris qu'il n'y a qu'un moyen pour nous débarrasser des affameurs qui sont la seule cause de notre misère, et nous permettre de vivre en travaillant.

D'un autre côté, nous venons de nous constituer en groupe; et votre organe, naissant en même temps, nous a désigné notre titre. Tous nos efforts seront faits pour combattre, soit par la plume, soit par la parole, toutes les injustices, tous les abus émanant d'une autorité quelconque, qui nous seront signalés par nos frères de misère.

Ayant compris que la meilleure façon dont nous puissions souhaiter la bienvenue à un nouvel organe, c'est de le soutenir, nous nous empressons de vous envoyer notre obole.

Nouveau défenseur des crêpe-de-faim,
nous te saluons!

Vive la Révolution Sociale!

Le groupe « La Liberté », de Seraing.

Il y a un certain nombre de jours, dans un charbonnage de Jumet, un mineur se fait casser la tête par un porion.

Ses camarades vont demander justice au directeur, qui les envoie grossièrement promener. Et pas la moindre petite révolte n'éclate! Bien plus, on va demander à l'autorité communale, le plus terrible ennemi du peuple, puisque cette autorité est créée pour maintenir constamment le peuple en esclavage, on va lui demander quelle contenance il faut tenir? Certes, si M. Volders avait répondu pour le bourgmestre de Jumet, la réponse aurait été identique: Pas de grève, attendre l'ordre des chefs et ne pas faire rater une manifestation que nous avons décrétée; car il faut montrer à la bourgeoisie que nous ne sommes pas dangereux si nous voulons obtenir ses suffrages.

Cet événement montre jusqu'à quel point les endormeurs qui sont à la tête du parti ouvrier ont fait perdre le sentiment de raison à notre énergique population houillère.

Il y a quelques années, si un porion avait eu l'audace de frapper un mineur, il est probable qu'il serait descendu dans la bure un peu plus vite qu'il n'aurait voulu; mais aujourd'hui les choses sont changées: les chefs du parti ouvrier n'aspirent-ils pas à siéger à la Chambre? Or, il est bien entendu qu'on doit d'abord se ménager la bourgeoisie en ne faisant pas grève, et ensuite l'autorité, en ne lui causant pas de l'affolement.

Encore quelques années de ce régime, nous aurons le suffrage universel, les ouvriers seront un peu plus esclaves, mais les beaux parleurs siégeront à la Chambre.

Le Gérant,
F. PINTELON.